

*Conférence « Crise alimentaire et raréfaction de l'eau :  
quels défis pour la profession agricole au Maghreb ? »*

*Salon International de l'Agriculture de Paris, 23 février 2009*

*Ouverture de la conférence par Patrick Caron, Directeur scientifique du Cirad*

Chers collègues, chers amis, chers participants,

Bonjour,

Je vous prie, tout d'abord, de bien vouloir excuser l'absence de mon directeur général, ayant dû quitter Paris hier soir en urgence. Il tenait à être présent et vous transmet un chaleureux message de bienvenue.

Depuis maintenant plus d'un an, les risques d'une crise alimentaire durable inquiètent tous les dirigeants de la planète. Pour les pays méditerranéens, qu'ils soient de la rive Nord ou de la rive Sud de notre mer commune, cette question alimentaire est étroitement liée à celle des ressources en eau et de leur disponibilité. En effet, dans tous les pays méditerranéens, et particulièrement dans ceux du Maghreb, la gestion de ce bien précieux et notamment l'utilisation qui en est faite au travers de l'irrigation occupe une place centrale dans la production agricole.

Vous le savez, face aux évolutions du climat, et aux tendances à l'accentuation des sécheresses dans certains pays ou dans certaines régions, l'incertitude liée aux cultures pluviales conduit souvent à mettre l'accent sur l'irrigation comme moyen de sécuriser et d'augmenter la production, l'histoire est là pour nous le montrer. Mais l'irrigation elle-même n'est pas à l'abri d'un certain nombre d'évolutions majeures, liées d'une part à la diminution, dans certaines zones, des ressources en eaux de surface disponibles, et d'autre part à une concurrence accrue pour l'utilisation d'une ressource en eau, souterraine ou de surface, dont le disponible régresse.

Vous le savez comme moi, dans tous les pays, l'urbanisation est de plus en plus importante. Ce processus d'urbanisation de littoralisation, disent certains, est particulièrement intense sur les berges de la Méditerranée. Les besoins en eau potable augmentent d'autant plus vite que le niveau de vie augmente lui-même. D'autres secteurs, industrie et tourisme en particulier, sont également des consommateurs non négligeables d'eau. L'agriculture, qui est traditionnellement le secteur qui

consomme le plus d'eau (80 à 90 % selon les pays), est donc fortement sollicitée pour réduire ses consommations d'une eau devenant l'objet de concurrences exacerbées.

Dans toute la Méditerranée, mais tout particulièrement au Maghreb, l'Agriculture se trouve donc confrontée à deux défis majeurs : assurer l'alimentation d'une population croissante et diminuer sa consommation en eau. Dans le même temps, le mouvement de décentralisation et donc d'association et d'implication des producteurs à la gestion de l'irrigation initié dans les années 90 s'amplifie ; un défi institutionnel est donc aussi à relever.

Du point de vue environnemental, l'exploitation croissante des eaux souterraines conduit localement, mais de plus en plus fréquemment à une surexploitation qui remet en cause la durabilité de la ressource elle-même, et, de fait et par voie de conséquence, celle des systèmes agraires qui utilisent ces ressources. Les eaux souterraines sont en outre affublées d'un mal supplémentaire. Elles conduisent parfois à un accroissement significatif des risques de salinisation prenant alors place comme une conséquence de la surexploitation des nappes. Les défis environnementaux sont complexes : viabilité de la ressource, salinisation, mais aussi risques de pollution des nappes qui augmentent avec l'intensification agricole, l'industrialisation et le développement urbain.

Et bien-sûr, sans oublier, à une autre échelle, le contexte de changement climatique dont on imagine assez facilement qu'il affectera nos pays.

Produire plus, mieux et autre chose, économiser les intrants, l'eau en particulier, s'adapter dans un monde changeant, les défis sont immenses.

Je voudrais enfin souligner que l'utilisation des termes génériques Maghreb et Méditerranée ne doivent pas occulter une très grande diversité de situations, liée aux conditions climatiques et hydrologiques locales, à l'histoire, aux sociétés, en particulier aux politiques de développement mises en œuvre. Tenir les deux bouts d'une prise en compte des particularités locales et de la conception de politiques d'ensemble adaptées constitue en soi un enjeu majeur.

Tous ces défis adressés à l'Agriculture concernent certes les États, mais ce sont bien sûr d'abord des défis pour les agriculteurs, et en particulier pour les petites et les moyennes exploitations, les plus nombreuses, qui ne bénéficient pas toujours de l'accès à l'information technique, aux intrants, au capital, aux équipements ou au crédit qui leur permettrait de faire face à ces défis.

Pourtant, malgré les difficultés innombrables qu'ils rencontrent, dans tous les pays, dans tous les périmètres irrigués, les agriculteurs, même les plus pauvres, même ceux vivant dans la plus grande précarité foncière ou financière, font preuve d'un dynamisme remarquable à la hauteur des défis à relever.

Contrairement aux images d'Epinal et aux mythes qui ont la peau dure, cela se traduit en particulier par une forte capacité d'innovation, dans tous les domaines : technique (passage au goutte à goutte par exemple), mobilisation des ressources (nappes souterraines, financements et transferts des informations), organisationnel via les professions agricoles à l'exemple des coopératives maraîchères ou des coopératives laitières extrêmement dynamiques.

A ce sujet, les dynamiques d'organisation ne se sont pas forcément exprimées là où l'Etat, les services techniques ou les bailleurs de fonds les attendaient. L'histoire réserve des surprises. Tout le monde espérait transférer la fonction et la responsabilité de gestion de l'eau dans les mains d'associations d'usagers de l'eau qui auraient pris le relais de l'Etat. De nombreuses OPAs ont effectivement émergé pour participer au fonctionnement de filières, nous le voyons pour le lait ou les produits maraîchers. Dans le secteur de la gestion de l'eau, nous assistons aussi à l'émergence de formes originales pour gérer certes les réseaux de surface mais aussi pour faire face à de nouvelles questions, comme la gestion des eaux souterraines, laissée jusqu'ici en prélèvement quasi-libre, malgré les législations.

Mais nous discuterons de tout cela toute la journée. Revenons à la question de l'implication de la profession agricole dans l'accompagnement des changements techniques. Cette question ne se pose pas uniquement dans le secteur irrigué mais elle y prend une acuité particulière du fait des enjeux et risques liés à l'intensification et à l'investissement. Les routes technologiques marquent et créent des irréversibilités. Le retrait de l'Etat des activités de vulgarisation pose la question de l'accompagnement des agriculteurs, à la fois en termes d'institutions et de méthodes. Des expériences fondées sur le partenariat construit localement avec des OPAs, la mise en réseau, la création d'espaces de dialogue entre professionnels, donnent ainsi des résultats prometteurs de même qu'elles soulèvent de nouvelles questions à propos desquelles nous vous invitons à débattre.

Pour aider la profession agricole à relever ces défis la communauté scientifique méditerranéenne se mobilise depuis plusieurs années. Des agronomes, des hydrauliciens, des sociologues, des économistes, du Maghreb et de France, se sont réunis dans le cadre du projet SIRMA, le projet pour les Economies d'Eau en Systèmes Irrigués au Maghreb. Ils travaillent, pour et avec la profession agricole, dans différentes régions comme le Tadla ou le Gharb au Maroc, la Mitidja ou le Cheliff en Algérie, l'oasis de

Fatnassa ou le Merguelil en Tunisie. Ils y expérimentent de nouvelles formes de conduite de l'irrigation, de nouvelles conduites des cultures, mais aussi de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles approches de l'accompagnement des agriculteurs, de nouvelles façons d'évaluer les risques environnementaux.

Pourquoi de tels projets, de tels réseaux ? Parce que dans un contexte de changements rapides (sociétaux, climatiques, environnementaux, politiques, etc.), la programmation de la recherche doit pouvoir se redéfinir et ses dispositifs opérationnels se redéployer avec souplesse et pertinence. Les réseaux permettent de mobiliser des connaissances scientifiques, mais aussi professionnelles ; universelles mais aussi locales ; multidisciplinaires, mais aussi multinationales. Le Réseau de Coopération en Partenariat Sirma est à la base un réseau de chercheurs, mais il est étroitement connecté avec le réseau Raccord des professionnels de l'irrigation. Il est voué à s'ouvrir plus largement.

Une des grandes forces du collectif Sirma c'est le lien entre recherche, formation et développement. C'est aussi de faire travailler ensemble, publier ensemble, des chercheurs de disciplines différentes. Des chercheurs de pays différents. Des chercheurs du Nord et du Sud de la Méditerranée.

La Méditerranée, c'est le berceau de nombreuses civilisations. Pour beaucoup d'entre elles, l'irrigation est fondatrice. La Méditerranée est aujourd'hui une zone où les changements sont rapides et les défis nombreux, en particulier dans ce secteur de l'irrigation à la croisée du défi alimentaire et du défi de l'eau. Je souhaite que cette journée soit l'occasion d'en débattre, éventuellement d'en découdre, mais surtout de contribuer à relever ces défis.

Une prochaine étape de ces débats sera le colloque de Grenade, auquel je vous invite tous à venir participer.

Chercheurs, irrigants, gestionnaires des rives Nord et Sud de la Méditerranée participeront à ce colloque en mai 2009. Il ne s'agit pas uniquement d'un événement de clôture du projet SIRMA mais surtout de seller une déclaration d'engagement dans la construction d'un réseau de coopération en partenariat dont le petit nom serait ... SIRMA.

Au nom des organisateurs, je vous souhaite une très belle journée.